

VILLENEUVE
LÈS-MAGUELONE



COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT

SERVICE URBANISME

ARRÊTÉ N°2026ARR002

OBJET : AUTORISATION DE TRAVAUX
PRONONCÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE L'ETAT
AT 034337 2500007

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L.161-1 et suivants, L.122-3 et suivants, R.162-8 et suivants, R.143-1 et suivants ;

Vu la demande d'autorisation N°AT 034337 2500007 déposée le 26/09/2025 par SARL PROFAM représentée par Monsieur BENSOUSSAN Martin, demeurant 30 Rue Elena Bonner 34070 MONTPELLIER et concernant le projet de transformation d'un atelier de menuiserie en salle de remise en forme "*L'Orange Bleue Mon Coach Fitness*" correspondant à un ERP de 5ème catégorie et de type X sur une surface de plancher de 386m², destinée accueillir un effectif maximum de 35 personnes à titre du public et localisée en rez-de-chaussée sur la parcelle cadastrée AL121 sise au 59 Rue des Fusains 34750 VILLENEUVE-LES-MAGUELONE ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la commission d'arrondissement de Montpellier pour l'accessibilité des personnes en situation de handicap en séance du 03/02/2026 ci-joint annexé ;

Vu l'avis conforme du Service Département d'Incendie et de Secours en date du 15/10/2025 en application de la circulaire du Préfet de l'Hérault en date du 3 juillet 2024 auquel est joint la fiche technique des obligations réglementaires à respecter relatives aux établissements de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil ci-joint annexé ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La demande N°AT 034337 2500007 est autorisée **sous réserve** de respecter strictement:

- les prescriptions mentionnées par la commission d'arrondissement de Montpellier pour l'accessibilité des personnes en situation de handicap dans son rapport du 03/02/2026 ci-joint;
- la fiche technique jointe en annexe à l'avis du Service Département d'Incendie et de Secours en date du 15/10/2025 ci-joint, relative aux obligations réglementaires à respecter pour les établissements de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié au Préfet de l'Hérault et au demandeur du dossier susvisé.

Publié le **19 FEV. 2026**

Pour extrait conforme
En Mairie le **19 FEV. 2026**

Le Maire
Véronique NEGRET



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

Vous trouverez également en annexe de cet arrêté une note complémentaire relative au « *Rappel des principaux points de la réglementation contre le risques incendie et de panique* » émanant des directives préfectorales et concernant les ERP de la 5ème catégorie sans locaux à sommeil. Ce document indique les obligations réglementaires en matière de sécurité auxquelles il vous incombe de veiller afin de prévenir les risques d'incendie et de panique. Il vous incombe en ce sens de veiller :

- Aux installations et équipements techniques (électricité, gaz, extincteurs, désenfumage, etc) ;
- A l'existence de dégagements suffisamment nombreux, bien répartis et utilisables en exploitation ouverte au public en fonction du public susceptible d'être accueilli ;
- Au signalement des issues de secours ;
- A la conformité des installations électriques ;
- A la qualité des matériaux utilisés lors des travaux et à leur réaction au feu ;
- A la présence de moyens de secours adaptés (alarme, alerte, etc). »

(Voir document complet en annexe)

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens, accessible sur le site internet www.telerecours.fr.



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer,
Service Habitat Construction et Affaires Juridiques,**

**COMMISSION D'ARRONDISSEMENT DE MONTPELLIER
POUR L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

Séance du mardi 3 février 2026

AVIS DE LA COMMISSION

Établissement : ORANGE BLEUE

Nature du projet : Aménagement dans un local existant

Référence : AT 34337 25 00007

Catégorie : 5

Commune : VILLENEUVE LES MAGUELONE

Maître d'ouvrage : SARL PROFAM

Maître d'œuvre :

Après avoir entendu le rapporteur et en avoir délibéré, et à l'issue du vote prévu par l'article 39 du décret 95-260, la commission d'arrondissement émet un avis :

Avis favorable

à la réalisation du projet

Prescription : le dérouleur à papier toilette ne doit pas être positionné dans le dos de l'utilisateur mais accessible latéralement.

Les siphons doivent être positionnés au plus proche du mur

La Présidente


Y. BENAMARA



COMMISSION D'ARRONDISSEMENT DE MONTPELLIER POUR L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

SEANCE DU 03 FEVRIER 2026

Etude de Dossier Rapport de présentation

Affaire suivie par	BERAL Sophie
	04 67 13 97 03

Commune	VILLENEUVE LES MAGUELONE
Dossier N°	AT 34337 25 00007
Demandé par	SARL PROFAM – Martin BENSOUSSAN
Etablissement	Orange Bleue
Adresse de la construction	59 rue des Fusains
Maître d'œuvre	
Nature du projet	Salle de sport
Nature des travaux	Travaux de mise en conformité, réhabilitation, aménagement et création de volumes
Activités exercées	Sportive
Reçu en Mairie le	26/09/2025
Complété le	21/11, 01/12 et 03/12/2025

Effectif du public	Personnel	2
(maximum susceptible être admis par niveau)	Public	35
	TOTAL	37
Classement proposé (Type – Catégorie sous réserve de l'avis de la Commission de Sécurité)		5 ^{ème} catégorie de type X

Textes applicables :

Loi n°2005-102 du 11 février 2005
 Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006
 Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007
 Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014
 Modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation.
 Et les arrêtés s'y rapportant.

Composition du dossier :

- ☒ Plans cotés en 3 dimensions.
- ☒ Une notice accessibilité détaillée.
- ☒ Les éléments de détermination de l'effectif public reçu, au sens de la sécurité.
- ☒ La catégorie et le type d'établissement.

Programme :

Le projet concerne l'aménagement d'une salle de sport dans un hangar, anciennement une menuiserie, située sur la commune de Villeneuve-les-Maguelone.
Le local aura une partie accessible au public de 320 m².

Constatations :**1 - Circulation extérieure :**

Le local objet de la présente demande est situé dans une zone industrielle dont les accès, le stationnement et les circulations extérieures sont existants et inchangés dans le cadre du projet.

L'accès véhicules et piétons s'effectue depuis la rue des Fusains.

Stationnement :**Existant et inchangé dans le cadre du projet.**

La place PMR se situe à proximité de l'accès principal et reliée à celui-ci par un cheminement extérieur accessible.

Les dimensions de la place PMR sont conformes (3.30 m x 5.00 m) et présente un dévers inférieur à 2%.

Un marquage au sol et une signalétique verticale sont prévus.

La place PMR se raccorde sans ressaut de plus de 2 cm au cheminement d'accès à l'entrée principale.

Cheminement :

Le cheminement extérieur se décompose de la manière suivante :

- cheminement depuis la place PMR
- cheminement depuis la voirie

Les cheminements extérieurs répondent aux exigences réglementaires.

Une signalétique est mise en place à l'entrée du terrain objet du projet ainsi qu'à proximité des places de stationnement et en chaque point du cheminement accessible où un itinéraire est donné.

Le revêtement du cheminement présente un contraste visuel et tactile ou un repère continu et tactile.

Le cheminement accessible est horizontal et sans ressaut.

Des pentes inférieures à 2% sont présentes.

La largeur minimale du cheminement accessible est de 1m40 libre de tout obstacle.

Le dévers est inférieur à 2%.

Les espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour sont positionnés à chaque choix d'itinéraire donné.

Le sol est non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue.

Le cheminement accessible croise un itinéraire emprunté par des véhicules et comprend un élément permettant l'éveil à la vigilance des piétons au droit de ce croisement, par un marquage au sol et une signalisation adaptée.

En tout point du cheminement extérieur accessible, une valeur d'éclairement de 20 lux est prévue.

Accès au bâtiment :

Une portail d'une largeur de 3.90 m, ouvert pendant les heures d'ouverture de l'établissement permet l'accès à la parcelle.

Un contrôle d'accès est présent à une hauteur de 1.20 m avec un espace d'usage à l'aplomb de l'équipement.

L'entrée du commerce comporte une porte double vantaux, d'une largeur totale de 1.40 m permettant l'accès au bâtiment avec un ressaut inférieur à 2 cm.

La porte vitrée comporte des éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat et situés respectivement à des hauteurs de 1.10 m et 1.60 m.

2 - Circulation intérieure :

L'agencement intérieur permet une circulation d'1.40 m de large et plus. Des espaces de giration d'1.50 m sont prévus à chaque choix directionnel.

Les locaux suivants sont accessibles au public :

- Salle de sport composée d'un espace cours collectifs, musculation libre et musculation guidée
- Vestiaires/sanitaires/douches

Fonctionnement :

L'espace d'accueil est équipé d'un mobilier comprenant canapés et fauteuils permettant d'accueillir les clients, qu'ils soient assis ou debout.

Un bureau (desk) est présent dans cette zone ; il ne constitue pas un espace destiné au public. Il s'agit d'un poste de travail réservé au personnel, ouvert sur la salle, permettant au coach de réaliser ses tâches de gestion tout en restant disponible et facilement identifiable par les usagers.

L'inscription peut s'effectuer :

- en ligne, directement via le site internet ou l'application,
- ou sur place, dans l'espace d'accueil.

Sur place, le client peut remplir son formulaire d'inscription soit sur une feuille, soit sur une tablette mise à disposition et gérée par le coach.

Le règlement peut être réalisé sur place via un terminal de paiement mobile remis en main propre.

Salle de sport :

La salle de sport comporte plusieurs zones sportives libres d'accès avec des largeurs de circulation de 1.40 m minimum :

Les différents équipements sportifs sont accessibles avec un espace d'usage latéral aux appareils.

Sanitaires/vestiaires :

L'établissement dispose d'un vestiaire homme et d'un vestiaire femme dont l'accès se fait par une porte de 0.90 m de large.

Chaque vestiaire comporte un sanitaire accessible aux PMR dont l'accès se fait par une porte de 0.90 m de large. Le sanitaire accessible est conforme et comporte un espace d'usage latéral à la cuvette d'une hauteur de 0.40 m avec une barre d'appui latérale située à une hauteur de 0.75 m un lave-mains dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 0.85 m, une hauteur sous vasque de 0.70 m sur une profondeur évidée de 0.50 m avec l'espace d'usage positionné à l'aplomb du lave-mains. Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est prévu à l'intérieur du sanitaire PMR.

➤ **Déplacer le distributeur de papier hygiénique qui ne doit pas se trouver dans le dos de la personne en fauteuil.**

➤ **Le siphon doit être déporter de façon à libérer l'espace sous la vasque (minimum 30cm)**

Les douches comportent 3 cabines dont 1 accessible aux PMR dont l'accès se fait par une porte de 0.90 m de large.

La douche accessible est conforme et comporte un espace d'usage latéral au siège de douche d'une hauteur de 0.40 m avec une barre d'appui verticale et horizontale situées à une hauteur de 0.70 m. La commande de douche est située à une hauteur de 0.70 m. Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est prévu à l'intérieur de l'espace de douche PMR.

Eclairage :

Les valeurs d'éclairement sont prévues dans la notice et comprennent :

- 20 lux en tout point du cheminement extérieur accessible ;
- 100 lux en tout point des circulations intérieures horizontales ;
- 200 lux au droit des postes d'accueil.

Revêtements de sols, murs et plafonds :

Les revêtements de sols sont sûrs et offrent un contraste visuel entre les différentes zones.

Les revêtements de sols, murs et plafonds ne créent pas de gêne visuelle ou sonore pour les personnes ayant une déficience sensorielle.

Prescriptions :

Les différents aménagements devront être conformes aux dispositions du décret n°2006-555 du 17/05/2006 et de l'arrêté du 08/12/2014 relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP situés dans un cadre bâti existant et des IOP.

Article 2 :

Un cheminement accessible permet d'accéder à l'entrée principale, ou à une des entrées principales, des bâtiments depuis l'accès au terrain.

Le choix et l'aménagement du cheminement accessible sont tels qu'ils facilitent la continuité de la chaîne du déplacement avec l'extérieur du terrain. Le cheminement accessible est le cheminement usuel, ou l'un des cheminements usuels. Le cheminement accessible permet notamment à une personne ayant une déficience visuelle ou auditive de se localiser, s'orienter et atteindre le bâtiment en sécurité et permet à une personne ayant une déficience motrice d'accéder à tout équipement ou aménagement donné à l'usage.

Le revêtement d'un cheminement accessible présente un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement permettant sa détection à la canne ou au pied.

A défaut, le cheminement comporte sur toute sa longueur un repère continu, tactile, pour le guidage à l'aide d'une canne d'aveugle, et visuellement contrasté par rapport à son environnement pour faciliter le guidage des personnes malvoyantes.

Dès lors que des bandes de guidage sont installées, elles respectent les dispositions décrites en annexe 6. Les spécifications de la norme NF P 98-352:2014 sont réputées satisfaire à ces exigences.

Une signalisation adaptée est mise en place à l'entrée du terrain de l'opération, à proximité des places de stationnement pour le public, ainsi qu'en chaque point d'un cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'usager.

Article 3 :

Chaque place de stationnement adaptée destinée au public est repérée par un marquage au sol ainsi qu'une signalisation verticale.

Les places de stationnement adaptées à l'usage des personnes handicapées, outre les dispositions contenues dans le dossier devront répondre aux caractéristiques suivantes :

- Elles seront réalisées sur un espace horizontal au dévers près ;
- Elles seront signalées au sol, par le symbole international d'accessibilité sur la ligne de marquage ou à l'extérieur, et verticalement sur mat hauteur 2.20 m par un ensemble de panneaux composé du panneau B6a1 + panneau M6h.

Une place de stationnement adaptée correspond à un espace horizontal au dévers près, inférieur ou égal à 2 %.

Article 5 :

Tout aménagement, équipement ou mobilier situé au point d'accueil du public et nécessaire pour accéder aux espaces ouverts au public, pour les utiliser et pour les comprendre, doit pouvoir être repéré, atteint et utilisé par une personne handicapée.

Lorsqu'il y a plusieurs points d'accueil à proximité l'un de l'autre, l'un au moins d'entre eux est rendu accessible dans les mêmes conditions d'accès et d'utilisation que celles offertes aux personnes valides, est prioritairement ouvert et est signalé de manière adaptée dès l'entrée. En particulier, le dispositif d'accueil bénéficie d'une ambiance visuelle et sonore adaptée. Ainsi, toute information strictement sonore nécessaire à l'utilisation

normale du point d'accueil fait l'objet d'une transmission par des moyens adaptés ou est doublée par une information visuelle.

Les espaces ou équipements destinés à la communication font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.

Article 9 :

Les revêtements de sol et les équipements situés sur le sol des cheminements sont sûrs et permettent une circulation aisée des personnes handicapées. Sous réserve de la prise en compte de contraintes particulières liées à l'hygiène ou à l'ambiance hygrométrique des locaux, les revêtements des sols, murs et plafonds ne créent pas de gêne visuelle ou sonore pour les personnes ayant une déficience sensorielle.

Les différents tapis fixes présenteront la dureté nécessaire pour ne pas gêner la progression d'un fauteuil roulant et ne créeront pas de ressaut de plus de 2 cm.

Article 10 :

Les poignées de portes seront facilement préhensibles et manœuvrables. Elles seront situées à plus de 0.40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil.

Les portes comportant une partie vitrée importante seront repérables ouvertes comme fermées à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat.

Les baies vitrées devront être signalisées de façon à ne pas constituer de gêne visuelle pour les usagers à l'aide d'éléments visuels situés respectivement à des hauteurs de 1.10 m et 1.60 m.

Il est rappelé qu'une bonne utilisation des contrastes de couleur permet aux personnes malvoyantes de mieux percevoir l'emplacement de la porte dans la paroi support.

Article 11 :

Les personnes handicapées peuvent accéder à l'ensemble des locaux ouverts au public et en ressortir de manière autonome.

Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service situés dans les établissements recevant du public ou dans les installations ouvertes au public doivent être repérés, atteints et utilisés par les personnes handicapées. La disposition des équipements ne crée pas d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle.

Lorsque plusieurs équipements ou éléments de mobilier ayant la même fonction sont mis à la disposition du public, un au moins par groupe d'équipements ou d'éléments de mobilier doit être repéré, atteint et utilisé par les personnes handicapées. Dans le cas d'équipements soumis à des horaires de fonctionnement, l'équipement adapté fonctionne en priorité.

Article 12 :

Un cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées présente les caractéristiques suivantes:

- il comporte un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré;
- il comporte un lave-mains accessible dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 0,85 m;
- la surface d'assise de la cuvette est située à une hauteur comprise entre 0,45 m et 0,50 m du sol, abattant inclus, à l'exception des sanitaires destinés spécifiquement à l'usage d'enfants;
- une barre d'appui latérale est prévue à côté de la cuvette, permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant et apportant une aide au relevage. La barre est située à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m. Sa fixation ainsi que le support permettent à un adulte de prendre appui de tout son poids.

Un lavabo accessible présente un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant. Le choix de l'équipement ainsi que le choix et le positionnement de la robinetterie permettent un usage complet du lavabo en position assis.

Lorsque des urinoirs sont disposés en batterie, ils sont positionnés à des hauteurs différentes.

- Déplacer le distributeur de papier hygiénique qui ne doit pas se trouver dans le dos de la personne en fauteuil.
- Le siphon doit être déporté de façon à libérer l'espace sous la vasque (minimum 30cm)

Suivi administratif :

Pour AT de 5^{ème} catégorie :

Sans objet.

Respect de la réglementation :

Vu le dossier présenté,

Vu les pièces complémentaires en date du 21/11, 01/12 et 03/12/2025,

Le dossier respecte les dispositions de l'arrêté du 08 Décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant.



SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Département de l'Hérault

Le Président de la sous-commission
Départementale de Sécurité

à

Mme le Maire
34750 VILLENEUVE-LES-MAGUELONE

Vailhauquès, le 15 octobre 2025

Affaire suivie par : **Isabelle VITALE**

N/REF : GPRB / Prévention

Courriel : isabelle.vitale@sdis34.fr

OBJET : Réglementation applicable aux ERP de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil
Demande présentée par : MARTIN BENSOUSSAN 30 Rue Elena Bonner 34070
MONTPELLIER

P.L. : ERP de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil - Prescriptions panneaux photovoltaïques

REF : Votre courrier reçu le 8 octobre 2025
Demande d'Autorisation de Travaux 0343372500007 déposée le 26 septembre 2025 pour Aménagement
d'une salle de fitness dans un local existant.

Circulaire aux maires du département de l'Hérault du 3 juillet 2024 relative à l'instruction des
dossiers de demande d'autorisation d'urbanisme pour les établissements recevant du public de 5^{ème}
catégorie sans hébergement.

REF. ERP : L'ORANGE BLEUE MON COACH FITNESS - E337.00190

Adresse : 59 Rue des Fusains VILLENEUVE-LES-MAGUELONE

Par transmission rappelée en référence, vous avez bien voulu me communiquer, pour avis, un
dossier relatif à la demande mentionnée ci-dessus.

Compte-tenu des pièces présentées dans le dossier, cet établissement accueille **35 personnes au titre du public**. A ce titre, il est classé comme Etablissement Recevant du Public (ERP) de **type X, et de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil**.

Pour les ERP de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil, le code de la construction et de l'habitation ne prévoit pas la consultation préalable systématique de la commission de sécurité pour la délivrance d'un permis de construire ou la réalisation de travaux (article R143.14 du Code de la construction et de l'habitation).

De plus ces établissements ne sont pas soumis à visites d'ouverture ou périodique par la commission de sécurité. Toutefois sur demande motivée, de votre part, en matière de sécurité incendie pour le public accueilli ou les tiers, une visite de contrôle pourra être effectuée par la commission de sécurité compétente (article R 143-38 du CCH).

En application de la circulaire du préfet de l'Hérault en date du 3 juillet 2024 ce dossier a fait l'objet d'une instruction approfondie par le service prévention du SDIS34 et est conforme avec les dispositions de la présente réglementation.

Le contrôle exercé par l'administration ne dégage pas des responsabilités qui incombent personnellement aux propriétaires ou aux exploitants de ces établissements. La fiche technique jointe en annexe rappelle les obligations réglementaires à respecter pour les établissements de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil.

Observations à destination de la commune :

S'assurer de la présence de **Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)** de l'établissement conformément au Règlement Départementale de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) www.sdis34.fr/reglement-departemental-de-defense-exterieure-contre-lincendie-rddec

Le service départemental d'incendie et de secours de l'Hérault reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Pour le Président,

Le chef du bureau des préventions
et des polices administratives
Philippe MOLIERE

Copie : SERVICE URBANISME 34751 VILLENEUVE LES MAGUELONE

Travaux dans un ERP (Art.L.123-1 et L.111-8 du code de la construction et de l'habitation):

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public (ERP) doivent être notamment conformes aux règles de sécurité incendie. Ils ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire (ou du préfet) qui vérifie leur conformité.

Obligations des constructeurs, propriétaire et exploitants d'ERP (Art. R.143-3 du CCH):

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des ERP sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie. (*Personnes en situation de handicap quel que soit le handicap*)

Registre de sécurité (Art. R143-44 du CCH):

La tenue d'un registre de sécurité n'est pas obligatoire. Il est toutefois recommandé d'en ouvrir un pour assurer la traçabilité des événements et des vérifications suivantes :

- L'état du personnel chargé du service d'incendie ;
- Les diverses consignes, générales et particulières, établies en cas d'incendie, y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (Art. GN8) ;
- Les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
- Les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.



CONSTRUCTION

- **Isolement de l'établissement par rapport aux tiers** (bâtiments en vis à vis, contigus et en superposé) :

L'établissement devra être isolé des tiers par des plafonds et murs coupe-feu 1 heure, portes coupe-feu ½ heure avec ferme-porte.

- **Isolement de l'établissement par rapport aux locaux non accessibles au public et locaux à risques :**

- **Par rapport aux locaux à risques particuliers :** (tels que local de rangement, archives, ménages, etc...)
- Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie associés à un potentiel calorifique important doivent être isolés des locaux et dégagements par des plafonds et murs coupe-feu 1 heure, portes coupe-feu ½ heure avec ferme-porte.
- **Par rapport aux grandes cuisines :**
- Les cuisines supérieures à 20 kW devront être isolées des locaux recevant du public par des planchers hauts et parois coupe-feu 1 heure, portes pare-flammes ½ heure avec ferme-porte.
- **Par rapport à une chaufferie :**
- Les appareils de chauffage à combustion compris entre 30kW et 70kW devront être installés dans un local inaccessible au public, doté d'une ventilation haute et basse et isolé par plancher haut et parois coupe-feu 1 heure, porte coupe-feu ½ heure avec ferme-porte.

 <p>PRÉFET DE L'HÉRAULT</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>	<p align="center">ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC</p> <p align="center">DE 5^{ème} CATEGORIE</p> <p align="center">SANS LOCAUX A SOMMEIL</p>	
---	---	---

AMENAGEMENT INTERIEUR - Réaction au feu des matériaux :

En application des dispositions des articles PE13 et AM1 et suivants du règlement de sécurité, les matériaux d'aménagement doivent présenter les qualités d'incombustibilité suivantes :

<u>Revêtement de sols :</u>	M4 ou Dfl-S2 (Art. AM7)
<u>Revêtements latéraux :</u>	M2 ou C-S3, d0 (Art. AM4)
<u>Revêtement de plafonds</u>	M1 ou B-S2, d0 (Art. AM5)
<u>Éléments de décoration :</u>	M2 ou C-S3, d0 (Art. AM9 et AM10)

Les isolants acoustiques thermiques ou autres doivent être très peu combustibles ou être protégés par un écran coupe-feu des effets d'un incendie (Art. AM8) ;



DEGAGEMENTS et sorties (Art. PE11) :

Les dégagements (portes, couloirs, circulations, escaliers, rampes) doivent permettre l'évacuation rapide et sûre de l'établissement.

Aucun dépôt, aucun matériel, aucun objet ne doit faire obstacle à la circulation des personnes.

Toutes les portes permettant au public d'évacuer un local doivent pouvoir s'ouvrir d'une manœuvre simple. Toute porte verrouillée doit pouvoir être manœuvrable de l'intérieur, dans les mêmes conditions.

Les établissements, les locaux et les niveaux où le public est admis doivent être desservis par des dégagements judicieusement répartis et ne comportant pas de cul-de-sac supérieur à 10 mètres.

 <p>PRÉFET DE L'HÉRAULT</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>	<p align="center">ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC</p> <p align="center">DE 5^{ème} CATEGORIE</p> <p align="center">SANS LOCAUX A SOMMEIL</p>	
--	---	---

Le nombre et la largeur des dégagements exigibles doivent notamment respecter les dispositions suivantes :

<u>Moins de 20 personnes :</u>	1 dégagement de 0,90 mètre
<u>De 20 à 50 personnes :</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Soit 1 dégagement de 1,40 mètres débouchant directement sur l'extérieur, sous réserve que le public n'ait jamais plus de 25 mètres à parcourir. • Soit 2 dégagements débouchant directement sur l'extérieur ou sur des locaux différents non en cul-de-sac ; l'un devant avoir une largeur de 0,90 mètre, l'autre étant un dégagement de 0,60 mètre ou un dégagement accessoire. <p>Si les locaux sont en étage, ils peuvent être desservis par 1 escalier unique d'une largeur minimale de 0,90 mètre. Toutefois, cet escalier doit être complété par un dégagement accessoire tel que balcon, passerelle, terrasse, si le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public est situé à plus de 8 mètres du sol.</p>
<u>De 51 à 100 personnes :</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Soit 2 dégagements de 0,90 mètre ; • Soit 1 dégagement de 1,40 mètre, complété par un dégagement de 0,60 mètre ou un dégagement accessoire
<u>De 101 à 200 personnes :</u>	1 dégagement de 1,40 mètre et 1 dégagement de 0,90 mètre.

Désenfumage :

Les salles situées en rez-de-chaussée et en étage de et celles **plus de 300 mètres carrés de plus de 100 mètres carrés situées en sous-sol** doivent comporter en partie haute et en partie basse une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur soit directement, soit par l'intermédiaire de conduits.

La surface utile d'évacuation de fumées doit être au moins égale au 1/200 de la superficie au sol desdits locaux. La surface libre totale des amenées d'air d'un local doit être au moins égale à la surface géométrique des évacuations de fumées de ce local (Art. PE14).

**CHAUFFAGE, ventilation, réfrigération, conditionnement d'air, production de vapeur et d'eau chaude sanitaire :
(Art. PE20 à PE23)**

• Appareils à combustion :

Tout appareil ou groupement d'appareils de production dont la puissance utile totale est supérieure à 30 kW et inférieure ou égale à 70 kW, installé à l'intérieur d'un bâtiment, doit être implanté dans un local répondant aux conditions suivantes :

- Ne pas être accessible au public ;
- Ne pas servir au dépôt de matières combustibles ou de produits toxiques ou corrosifs ;
- Avoir un plancher haut et des parois verticales de degré coupe-feu une heure.

Les appareils fonctionnant à l'éthanol autorisés dans les établissements de 4^e catégorie sont également autorisés dans les établissements de 5^e catégorie du même type dans les conditions de l'article AM20.

Les appareils de chauffage à combustion non raccordés, à l'exception des panneaux radiants et des appareils de chauffage de terrasse, sont interdits.

Lorsque le chauffage est réalisé au moyen de générateurs d'air chaud à combustion, la pression du circuit d'air doit toujours être supérieure à la pression des gaz brûlés.

L'emploi de brûleurs susceptibles de créer une surpression par rapport au circuit d'air distribué en un point quelconque de l'appareil (chambre de combustion ou surface d'échange) en cours de fonctionnement, en régime établi, est interdit.

• Traitement d'air et ventilation :

Dans les locaux ventilés, chauffés par air chaud ou conditionnés par air pulsé, un dispositif de sécurité, à réarmement manuel, doit assurer automatiquement l'extinction ou la mise en veilleuse de l'appareil ou de l'échangeur de chauffage de l'air ainsi que l'arrêt des ventilateurs lorsque la température de la veine d'air dépasse 120° C. Ce dispositif doit être placé en aval du réchauffeur ou intégré à l'appareil.

Ce dispositif n'est pas exigible lorsque le réchauffage de l'air est assuré par un échangeur alimenté au primaire par un fluide dont la température est inférieure ou égale à 110° C, ou par des appareils indépendants (ventilo-convecteurs, aérothermes, climatiseurs installés de manière à produire et émettre de la chaleur dans les seuls locaux où ils sont installés).

Tous les circuits de distribution et de reprise d'air, à l'exception des joints, doivent être réalisés en matériaux classés M0. Les calorifuges doivent être réalisés en matériaux classés M0 ou M1 ; toutefois, s'ils sont classés M1, ils doivent être placés obligatoirement à l'extérieur des conduits.

La diffusion d'air au travers d'un conduit textile, à l'intérieur d'un local, n'est autorisée que si ce conduit est en matériaux classés M0.

En dérogation, les conduits souples en matériaux classés M1, d'une longueur maximale de 1 mètre, sont admis ponctuellement pour le raccordement des appareils.

Toute matière combustible est interdite à l'intérieur des conduits. Toutefois, cette prescription ne concerne pas les accessoires des organes terminaux situés dans une pièce et ne desservant qu'elle. De même, les matériaux classés M1 destinés à la correction acoustique sont admis ponctuellement.

Les conduits aérauliques desservant les locaux accessibles au public ne doivent comporter aucune partie ouvrante dans la traversée des chaufferies.

Les conduits aérauliques sont équipés, quelle que soit leur section, de clapets coupe-feu rétablissant le degré coupe-feu des parois d'isolement entre niveaux.

Le fonctionnement des clapets est auto commandé par un déclencheur thermique à 70° C. Les clapets sont conformes à la norme NF S 61937.

- Ventilation mécanique contrôlée (VMC) :

Les installations destinées à assurer l'extraction mécanique de l'air vicié des locaux à pollution spécifique (système de ventilation courante ou inversée, simple ou double flux) doivent être conçues de manière à éviter la propagation du feu et des fumées à l'extérieur du local où le feu a pris naissance.

Les systèmes de ventilation mécanique contrôlée (VMC) assurent, sans recyclage, l'extraction mécanique de l'air vicié dans les locaux à pollution spécifique (salles d'eau, w.-c., offices...) avec des bouches à forte perte de charge. L'amenée d'air neuf, naturelle ou mécanique, est réalisée dans les locaux à pollution non spécifique.

Les systèmes dans lesquels les débits d'extraction sont limités à 200 mètres cubes/heure par local sont des systèmes à simple flux.

Les systèmes dans lesquels les débits de soufflage et d'extraction sont limités chacun à cent mètres cubes par heure par local sont des systèmes à double flux.

Les conduits de ventilation sont réalisés en matériaux classés M0.

Dans les installations de ventilation mécanique inversée, l'air circule du haut vers le bas dans les collecteurs d'extraction.

Dans ce cas, les ventilateurs d'extraction doivent être placés dans des locaux satisfaisant aux conditions suivantes :

- Le plancher haut et les parois du local doivent avoir un degré coupe-feu 1 heure ;
- La porte doit être coupe-feu de degré 1/2 heure avec ferme-porte.

Lorsque le système de ventilation mécanique contrôlée assure l'évacuation des gaz de combustion du ou des appareils raccordés (VMC gaz), seul le fonctionnement permanent du ventilateur est possible. Une VMC gaz est obligatoirement équipée d'un dispositif de sécurité conforme à l'arrêté relatif à la sécurité collective des installations nouvelles de VMC auxquelles sont raccordés des appareils utilisant le gaz combustible ou les hydrocarbures liquéfiés.

INSTALLATIONS ELECTRIQUES – ECLAIRAGE DE SECURITE (Art. PE24)

Les installations électriques doivent être conformes aux normes les concernant.

Les câbles ou conducteurs doivent être de la catégorie C2 selon la classification et les modalités d'attestation de conformité définies dans l'arrêté du 21 juillet 1994 portant classification et attestation de conformité du comportement au feu des conducteurs et câbles électriques et agrément des laboratoires d'essais.

L'emploi de fiches multiples est interdit.

Le nombre de prises de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles. Les prises de courant doivent être disposées de manière que les canalisations mobiles aient une longueur aussi réduite que possible et ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes

- Eclairage de sécurité :

Les escaliers et les circulations horizontales d'une longueur totale supérieure à 10 mètres ou présentant un cheminement compliqué, ainsi que les salles d'une superficie supérieure à 100 mètres carrés, doivent être équipés d'une installation d'éclairage de sécurité d'évacuation.

S'il est fait usage de blocs autonomes, ceux-ci doivent être conformes aux normes de la série NFC 71-800 et admis à la marque NF AEAS ou faire l'objet de toute autre certification de qualité en vigueur dans un Etat membre de la Communauté économique européenne. Cette certification devra alors présenter des garanties équivalentes à celles de la marque NF AEAS, notamment en ce qui concerne l'intervention d'une tierce partie indépendante et les performances prévues dans les normes correspondantes.

- Les installations électriques :

- Des locaux à risques particuliers tels que définis à l'article PE9, à l'exclusion des locaux renfermant des matériels électriques dont l'accès est réservé à des personnes qualifiées chargées de l'entretien et de la surveillance de ces matériels ;
- Des grandes cuisines telles que définies à l'article PE15, § 3, et des îlots de cuisson tels que définis à l'article PE18,
- Doivent être établies dans les conditions requises par la norme NFC 15-100 pour les locaux présentant des risques d'incendie (condition d'influence externe BE2).

ASCENSEURS – ESCALIERS MECANIQUES ET TROTTOIRS ROULANTS (Art.PE25)

Les escaliers mécaniques et les trottoirs roulants doivent respecter les dispositions :

- Les portes palières des ascenseurs doivent déboucher dans les parties communes ; ces portes doivent être accessibles normalement et à tout moment par un autre moyen que l'appareil.
- Les gaines des ascenseurs doivent être protégées dans les mêmes conditions que les cages des escaliers visés à l'article PE11§6, les portes palières devant être résistantes au feu. Le respect de la classe E30 de la norme NF EN 81-58 : 2022 remplit cette dernière exigence.

Lorsqu'une gaine d'ascenseur encloisonnée abrite un réservoir d'huile, elle doit être désenfumée dans les conditions prévues pour les escaliers par l'instruction technique relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.



La commande d'ouverture du dispositif de désenfumage de la gaine doit se produire automatiquement au moyen :

- Soit d'un détecteur d'incendie disposé en haut de gaine et d'un déclencheur thermofusible à 70 °C en partie supérieure de la gaine, lorsque le bâtiment est équipé d'un système de sécurité incendie de catégorie A ;
- Soit d'un déclencheur thermofusible à 70 °C en partie supérieure de la gaine, lorsque le bâtiment n'est pas équipé d'un système de sécurité incendie de catégorie A.

Cette commande automatique n'est pas obligatoirement doublée d'une commande manuelle.

Le désenfumage de la gaine encloisonnée d'un ascenseur n'est pas exigible si la gaine est ventilée par convection forcée mécaniquement assurant, lorsque la température des machines ou de leurs organes de commande dépasse celle spécifiée par le constructeur dans la notice technique de l'ascenseur, un débit d'extraction minimal de 20 volumes/heure.

Le volume à prendre en compte est égal à la section de la gaine sur une hauteur de 2 mètres, et la température ambiante à prendre en compte est de 40 °C en l'absence de cette information du constructeur.

 <p>PRÉFET DE L'HÉRAULT</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>	<p>ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC</p> <p>DE 5^{ème} CATEGORIE</p> <p>SANS LOCAUX A SOMMEIL</p>	
--	---	---

La mise en place d'une amenée d'air en partie basse de la gaine n'est pas obligatoire pour réaliser le désenfumage de la gaine enclouée d'un ascenseur.

- Alerte :

La liaison avec les sapeurs-pompiers doit être assurée par tout moyen de communication conforme à l'article MS70 dans tous les établissements.

- Consignes :

Des consignes précises, affichées bien en vue, doivent indiquer :

- Le numéro d'appel des sapeurs-pompiers ;
- L'adresse du centre de secours le plus proche ;
- Les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

- Plans :

Dans les établissements implantés en étage, un plan schématique, sous forme d'une pancarte inaltérable, doit être apposé à l'entrée, pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.

Ce plan dit *plan d'intervention* doit représenter au minimum le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement.

Doivent y figurer, outre les dégagements et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- Des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- Des dispositifs et commandes de sécurité ;
- Des organes de coupure des fluides ;
- Des organes de coupure des sources d'énergie ;
- Des moyens d'extinction fixes et d'alarme.

VERIFICATIONS TECHNIQUES - CONTROLES :



En cours d'exploitation, le responsable doit procéder ou faire procéder par des techniciens compétents aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement (Art. PE4-§2).

Opérations d'entretien et de maintenance des installations et des équipements techniques		
Chauffage	Tous les 2 ans	Technicien compétent
Installations électriques	Annuellement	Technicien compétent
Eclairage de sécurité	Tous les 2 ans	Technicien compétent
Paratonnerre	Annuellement	
Porte automatique (contrat)	Annuellement	Technicien compétent
Installations de gaz	Tous les 2 ans	
Ventilation	Tous les 2 ans	Technicien compétent
Appareils de cuisson et de remise en température	Tous les 2 ans	Technicien compétent
Circuits d'extraction des cuisines	Tous les 2 ans	Technicien compétent
Désenfumage	Tous les 2 ans	
Ascenseurs (contrat)	Tous les 2 ans	Technicien compétent
Extincteurs	Tous les 2 ans	Technicien compétent
Équipement d'alarme	Tous les 2 ans	Technicien compétent
Système de détection automatique incendie	Annuellement	Technicien compétent
Contrôles techniques des installations et des équipements		
Ascenseurs	Tous les 5 ans	Organisme agréé

La date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications doivent être inscrits au registre de sécurité. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre. Ce relevé doit mentionner l'état de bon fonctionnement et d'entretien des installations vérifiées.

IMPORTANT : L'observation des règles précitées ne dispense pas l'exploitant d'un ERP de l'obligation de respecter, le cas échéant, les dispositions plus contraignantes prévues par d'autres réglementations et notamment celle relative à l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées.

Pour plus d'informations sur les règles de sécurité incendie, l'exploitant peut consulter le site « legifrance.gouv.fr » ou se renseigner auprès du Groupement Prévention et Risques Bâtimentaires des sapeurs-pompiers de l'Hérault (tél. : 04.67.10.34.52), d'un organisme agréé par le ministère de l'Intérieur ou un bureau d'étude ERP.

 <p>PRÉFET DE L'HÉRAULT <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>	<p align="center">PRESCRIPTIONS POUR LES PROJETS DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES</p>	
---	---	---

Respecter dans leur intégralité les dispositions réglementaires suivantes :

En application de l'article GN 4 du règlement de sécurité et par inspiration aux dispositions contenues dans l'instruction technique relative aux installations photovoltaïques, ces installations devront respecter les règles d'implantation et d'installation afin :

- D'éviter que les installations électriques ne présentent un risque d'éclosion, de développement et de propagation d'un incendie ;
- D'éviter l'exposition au risque de choc électrique en cas de sinistre ou de dégradation de l'installation mais aussi en cas d'intervention des services d'incendie et de secours.

L'ensemble de l'installation est conçu selon les préconisations du guide UTE C15-712 en matière de sécurité incendie.


L'installation photovoltaïque ne doit en aucune manière perturber ou rendre inefficace les installations contribuant à la sécurité de l'établissement.

A) Des mesures de protection seront à prendre en compte pour éviter tout risque de choc électrique :

- a. Des dispositifs de coupure pour l'intervention des services d'incendie et de secours sont à installer ; les commandes seront regroupées en un même lieu, à identifier pour les secours ;
- b. Ces commandes de dispositifs de coupure seront regroupées avec la commande du réseau de distribution pour permettre la coupure du réseau de distribution et la coupure du circuit de production ; dans tous cas, il devra être apposé une signalétique adaptée et appropriée à la taille du bâtiment, à l'extérieur et au niveau d'accès des secours ;
- c. Un système de report d'information situé à proximité immédiate de la commande de coupure de l'installation de production photovoltaïque témoignant de la mise hors tension effective de l'installation ;
- d. La coupure du circuit DC est pilotée à distance depuis une commande électrique ou pneumatique, et accessible de plain-pied de l'extérieur du bâtiment par les services d'incendie et de secours, agissant directement au niveau des boîtes de jonction photovoltaïques.
- e. Interdire l'accès au public de tous les éléments constitutifs de l'installation

B) Des règles d'implantation sont à respecter pour préserver un accès aisé, facilement repérable et sans danger à la toiture et aux baies accessibles aux pompiers ainsi qu'aux organes techniques disposés en toiture :

- la périphérie de la toiture est laissée libre de tout organe photovoltaïque sur une largeur praticable de 0.90m ainsi qu'autour des installations techniques (exutoires, moteurs de désenfumage, ventilations...),
- une distance minimale de sécurité de 2 mètres est à disposer entre les éléments d'installation photovoltaïque et les baies en façade ainsi que verticalement au-dessus des ouvrants de désenfumage.

 <p>PRÉFET DE L'HÉRAULT</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>	<p align="center">PRESCRIPTIONS</p> <p align="center">POUR LES PROJETS</p> <p align="center">DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES</p>	
---	---	---

C) Entretien-Maintenance-Exploitation

- Faire procéder, à l'issue des travaux, par un organisme agréé au contrôle de la solidité à froid de la structure porteuse de l'implantation du réseau photovoltaïque, ainsi qu'une attestation de bon montage établie par l'installateur.

- Une vérification périodique de 5 ans par un organisme agréé est recommandée ; elle comprendra un essai des installations de coupure d'urgence et une vérification des dispositifs de protection.

L'utilisateur et/ou le propriétaire feront procéder à des entretiens. Ceux-ci devront porter sur l'état général de l'installation, soudures, état des câbles, éléments de liaisons électriques

Il est fermement rappelé qu'aucun élément ne doit gêner l'accès des secours aux différents niveaux. (Canalisations sous tension, panneaux en façade) et une large signalisation de présence d'installation photovoltaïque doit être mise en œuvre au niveau d'accès des secours ;

- Renseigner les plans d'intervention des cheminements, organes de coupure et implantation des installations.



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Etablissements recevant du public de 5^e catégorie sans locaux réservés au sommeil Rappel des principaux points de la réglementation contre les risques d'incendie et de panique

Références :

- Code de la construction et de l'habitation (CCH) ;
- Arrêté du 22 juin 1990 modifié : dispositions applicables aux établissements de la 5^{ème} catégorie (petits établissements)

Article R. 143-3 du code de la construction et de l'habitation (CCH)

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie.

Dégagement et sorties (article PE 11)

- Les dégagements (portes, couloirs, circulations, escaliers, rampes) doivent permettre l'évacuation rapide et sûre de l'établissement.
- Aucun dépôt, aucun matériel, aucun objet ne doit faire obstacle à la circulation des personnes.
- Toutes les portes permettant au public d'évacuer un local ou un établissement doivent pouvoir s'ouvrir par une manœuvre simple. Toute porte verrouillée doit pouvoir être manœuvrable, de l'intérieur, dans les mêmes conditions.
- Les locaux, les niveaux et les établissements où le public est admis doivent être desservis par des dégagements judicieusement répartis et ne comportant pas de cul-de-sac supérieur à 10 mètres. Des dérogations peuvent être accordées après avis de la commission de sécurité, lorsqu'il s'agit de l'aménagement d'un établissement dans un immeuble existant.
- Le nombre et la largeur des dégagements exigibles s'établissent comme suit :
 - a) Moins de 20 personnes : un dégagement de 0,90 mètre ;
 - b) De 20 à 50 personnes :
 - soit un dégagement de 1,40 mètre débouchant directement sur l'extérieur, sous réserve que le public n'ait jamais plus de 25 mètres à parcourir ;
 - soit deux dégagements débouchant directement sur l'extérieur ou sur des locaux différents non en cul-de-sac ; l'un devant avoir une largeur de 0,90 mètre, l'autre étant un dégagement de 0,60 mètre ou un dégagement accessoire visé à l'article CO 41.
 - Si les locaux sont en étage, ils peuvent être desservis par un escalier unique d'une largeur minimale de 0,90 mètre. Toutefois, cet escalier doit être complété par un dégagement accessoire tel que balcon, échelle de sauvetage, passerelle, terrasse, manche d'évacuation, etc., si le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public est situé à plus de 8 mètres du sol ;
 - c) De 51 personnes à 100 personnes :
 - soit deux dégagements de 0,90 mètre ;
 - soit un dégagement de 1,40 mètre, complété par un dégagement de 0,60 mètre ou un dégagement accessoire (escalier, coursive, balcon, terrasse, etc.) tel que défini à l'article CO 41 ;
 - d) De 101 à 200 personnes : un dégagement de 1,40 mètre et un dégagement de 0,90 mètre ;

Comportement au feu des matériaux (article PE 13)

Place Beauvau

75800 PARIS Cedex 08

Standard : 01 49 27 49 27 – 01 40 07 60 60

Adresse internet : www.interieur.gouv.fr



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Les parois des circulations horizontales protégées sont classées :

- B-s2, d0 ou en catégorie M 1 pour les plafonds (peu inflammable);
- C-s3, d0 ou en catégorie M 2 pour les parois verticales (moyennement inflammable) ;
- DFL-s2 ou en catégorie M 4 pour les sols (moyennement inflammable).

Dans les locaux et les dégagements, les éléments de décoration doivent justifier d'un classement M2 ou C-s3,d0.

Les isolants acoustiques, thermiques ou autres respectent les dispositions de l'article AM 8 de l'arrêté du 25 juin 1980. Ils doivent être très peu combustibles ou être protégés par un écran thermique sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment.

Désenfumage (article PE 14)

Les salles situées en rez-de-chaussée et en étage de plus de 300 mètres carrés et celles de plus de 100 mètres carrés situées en sous-sol doivent comporter en partie haute et en partie basse une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur soit directement, soit par l'intermédiaire de conduits.

Eclairage de sécurité (article PE 24)

Les escaliers et les circulations horizontales d'une longueur totale supérieure à 10 mètres ou présentant un cheminement compliqué, ainsi que les salles d'une superficie supérieure à 100 mètres carrés, doivent être équipés d'une installation d'éclairage de sécurité d'évacuation.

Moyens de secours (article PE 26)

Les établissements doivent être dotés d'au moins un extincteur portatif avec un minimum d'un appareil pour 300 mètres carrés et un appareil par niveau.

Alarme et alerte (article PE 27)

- Les établissements sont équipés d'un système d'alarme laissé au choix de l'exploitant.
- La liaison avec les sapeurs-pompiers doit être assurée par tout moyen de communication.
- Un membre du personnel ou un responsable au moins doit être présent en permanence lorsque l'établissement est ouvert au public.

Vérification technique (article PE 4)

En cours d'exploitation, l'exploitant doit procéder, ou faire procéder, par des techniciens compétents, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement.